

## La sortie de la Grèce de l'euro est désormais quasi-certaine



### LE MAGAZINE ALLEMAND DER SPIEGEL CONFIRME MES PROPRES INFORMATIONS DIFFUSÉES ICI MÊME IL Y A 48 HEURES :

**LA GRÈCE POURRAIT SE DÉCLARER EN DÉFAUT DE PAIEMENT EN SEPTEMBRE, LE FMI AYANT SECRÈTEMENT DÉCIDÉ D'ARRÊTER DE PRÊTER DES MILLIARDS D'EUROS À FONDS PERDUS.**

Je signale à l'attention de nos lecteurs un article d'une extrême importance paru aujourd'hui, 22 juillet 2012, sur le site Internet du grand magazine allemand Der Spiegel.

Cet article annonce que le FMI devrait cesser de soutenir la Grèce et que celle-ci devrait faire défaut en septembre, entraînant une sortie rapide de l'euro.

<http://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/euro-krise-iwf-will-griechenland-hilfen-stoppen-a-845718.html>

En voici la traduction réalisée par mes soins (donc sous réserve que je n'ai pas commis d'erreurs) :

### **FAILLITE IMMINENTE LE FMI VEUT ARRÊTER LES AIDES À LA GRÈCE**

Article du Spiegel non signé - 22 juillet 2012

La Grèce pourrait faire défaut dès septembre. Selon les informations obtenues par le SPIEGEL, le Fonds Monétaire International, a signalé aux dirigeants de l'UE à Bruxelles qu'il ne participerait pas à un soutien supplémentaire pour le pays.

La patience du Fonds Monétaire International (FMI) avec la Grèce arrive à son terme : des hauts fonctionnaires du FMI ont dit aux dirigeants de l'UE à Bruxelles que le FMI n'était plus disposé à fournir des fonds supplémentaires pour aider la Grèce.

La troïka de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne (BCE) et du Fonds Monétaire International (FMI) enquête actuellement pour déterminer à quel degré le pays respecte ses engagements de réforme.

Un constat est déjà établi clairement à ce stade : le gouvernement d'Athènes ne sera pas en mesure de ramener la dette publique en-dessous du seuil de 120 % du PIB en 2020, comme il s'y était engagé.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Accorder au pays un délai supplémentaire pour remplir cet objectif exigerait un soutien financier supplémentaire que la troïka évalue entre 10 et 50 milliards d'€. De nombreux gouvernements de la zone euro ne sont plus disposés à assumer de nouvelles charges pour la Grèce. En outre, des pays comme les Pays-Bas et la Finlande ont lié leur soutien financier à l'implication directe du FMI.

Le risque de retrait de la Grèce de l'union monétaire reste actuellement gérable pour les pays de la zone euro. Pour limiter le risque de contagion à d'autres pays, les gouvernements ne veulent pas attendre le lancement effectif du nouveau mécanisme de renflouement "MES". Cela peut ne peut cependant pas se faire avant que ne soit connu l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande (Tribunal de Karlsruhe), qui sera rendu public le 12 septembre.

Afin d'aider la Grèce au cours du mois d'août, la BCE pourrait se substituer au MES pour une dernière fois.

En fait, Athènes doit procéder à un remboursement de 3,8 milliards d'euros à la BCE le 20 août. La solution pourrait être de recycler ce remboursement en empruntant aussitôt à la Grèce le même montant de crédit. Le gouvernement grec pourrait émettre de nouvelles obligations gouvernementales à court terme - ce qu'on appelle des bons du Trésor - et les vendre aux banques grecques. Celles-ci les transmettraient à leur tour ces documents à la banque centrale de Grèce, à titre de garantie pour les nouvelles opérations de sauvetage.

## MES COMMENTAIRES ET CONCLUSION

1°) Les journalistes du Spiegel ont eu connaissance des mêmes informations que moi (mais avec 48 heures de retard...) sur les résultats de la mission confidentielle de la troïka à Athènes dont j'avais aussitôt informé les lecteurs de la présente page vendredi soir.

Je rappelle ce que j'avais écrit :

**LA MISSION CONFIDENTIELLE DE LA « TROÏKA » VIENT DE CONCLURE AU FAIT QUE LA SORTIE DE LA GRÈCE DE L'EURO EST DÉSORMAIS INÉLUCTABLE**

Cette décision soudaine de la BCE [de ne plus accepter les titres grecs en garantie] ne tombe pas du ciel.

D'après les informations confidentielles dont je dispose, certains responsables de la troïka (UE, BCE, FMI) se sont rendus en Grèce très discrètement au cours des derniers jours et sont revenus avec la conviction que, quel que soit le cas de figure, la Grèce ne peut plus faire autrement que de sortir rapidement de l'euro.

Un pessimisme extrême a envahi les couloirs de la Commission européenne et de l'institution de Francfort car aucune simulation macro-économique, même outrancièrement optimiste, ne permet plus désormais d'envisager que la Grèce respecte les échéances de remboursement ni les engagements de réduction de déficits publics qu'elle a pris.

Le refus de Berlin, mais aussi de La Haye et Helsinki, de transiger sur ces échéances en réaménageant pour la énième fois les conditions d'un plan de sauvetage, permet de clore la discussion : la Grèce va sortir de l'euro.

Les deux questions qui restent sont : quand ? et comment ?

[Cet article a été repris sur notre site : <http://www.upr.fr/actualite/france-europe/euro-titanic-record-battu-pour-les-taux-dobligation-a-10-ans-de-lespagne> ]

On me permettra donc de faire remarquer que l'article du Spiegel de ce 22 juillet prouve une nouvelle fois, à tous les Français qui me font confiance, que les informations que je leur donne sont toujours exactes, et parfois - comme ce fut le cas ici -, extrêmement confidentielles et inédites.

2°) Au-delà de ce constat, l'information nouvelle révélée par le Spiegel aujourd'hui tient à la décision, prise sans doute hier par le FMI, de cesser son soutien à la Grèce.

Le sort de la Grèce dans l'euro est donc bien scellé de façon quasiment certaine, d'autant plus que le retrait du FMI

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro entraîne ipso facto le retrait de la Finlande et des Pays Bas.~~

C'est bien ce retrait que le président de la BCE Mario Draghi avait à l'esprit lorsqu'il a répondu au journal Le Monde d'hier au sujet de la sortie de la Grèce (je renvoie à mon analyse de l'entretien).

3°) Même si tout va être fait par les médias pour en minorer la portée politique, économique, financière et symbolique, la sortie de la Grèce de l'euro va constituer un bouleversement majeur, et peut-être décisif, dans l'histoire chaotique de l'euro et de l'UE.

D'une part, cette sortie va poser un très gros problème juridique de principe, puisque les traités européens ne prévoient pas de possibilité de sortie de l'euro, sauf à sortir concomitamment de l'UE en application de l'article 50 du TUE que je ne présente plus à mes lecteurs.

D'autre part, elle va ruiner l'un des éléments les plus fondamentaux du dogme européiste, à savoir le postulat d'irréversibilité du processus de construction européenne. Un postulat qui remonte aux origines même de la construction européenne puisqu'il figure dès le préambule du traité de Rome du 25 mars 1957, sous la formule sacramentelle, et hautement ridicule, d'une « union sans cesse plus étroite » entre les peuples d'Europe.

Enfin, et c'est sans doute le danger le plus grave à terme pour l'édifice européen, il est fort probable (et même quasiment certain si l'on en croit les plus récentes analyses financières) que la Grèce se rétablira bien plus rapidement, une fois sortie de l'euro.

Ce dernier volet du problème est évidemment le plus terrifiant pour les tenants du dogme : la sortie de la Grèce "risque" d'administrer en direct la preuve, non seulement que sortir de l'euro ne provoque pas d'Apocalypse, mais mieux encore que cela permet de retrouver une économie compétitive, de faire baisser le chômage, de maintenir les acquis sociaux, et de redonner aux peuples la perspective du progrès et le goût de la liberté.

Excusez du peu !

L'effet d'exemplarité de la sortie de la Grèce risque d'être alors ravageur chez tous les peuples asservis à l'UE, à commencer par les Espagnols et les Italiens, que les croque-morts de la BCE et de l'UE prétendront continuer à saigner aux quatre veines "pour leur bien" au même moment.

Il serait symboliquement merveilleux que l'Histoire redonne au beau pays des Hellènes le rôle d'avant-garde de l'humanisme et de la démocratie en Europe.

**François ASSELINEAU**